

CONTRE LA LOI IMMIGRATION

PERPIGNAN

Place de la République - 10h30

L'APPEL. MARCHONS LE 21 JANVIER

l'appel p. 14

Abiteboul Serge / Ackermann Émile / Aït Si Ali Syrine / Albert Fleur / Alévêque Christophe / Alvaro Anne / Amokrane Hakim / Amokrane Mouss / Archambault Hortense / Arditi Pierre / Arlaud Swann / Ascaride Ariane / Azaria Ana / Balasko Josiane / Balibar Étienne / Baudelot Christian / Baudouin Patrick / Beaudet Thierry / Benaïssa Karim / Bennaï Farid / Berelowitsch Lucie / Bété Marlise / Binet Laurent / Binet Sophie / Bobée David / Bompard Manuel / Bonitzer Pascal / Boucault Mosco Levi / Boucheron Patrick / Bourdillon François / Brakni Rachida / Braunschweig Stéphane / Broué Michel / Capliez Emilie / Chambert-Loir Antoine / Chamoiseau Patrick / Châtelet Noëlle / Cherut Eric / Chevalier Margot / Chibane Malik / Chneirweiss Hervé / Cohen-Tannoudji Gilles / Corcuff Philippe / Cornily Karine / Cruciani Matthieu / Dabert Chloé / De Chaillé Fanny / Deliquet Julie / Delorme Christian / Deluzet Marc / Descola Philippe / Devisse Véronique / Di Fonzo Bo Martial / Diome Fatou / Diop Alice / Diop David / Djaidja Toumi / Djemai Nasser / Duflot Cécile / Dunoier François / Duperey Annie / Duteil Simon / El Fani Nadia / Escure Laurent / Faucon Philippe / Faure Olivier / Finchelstein Gilles / Foïs Marina / Garraud Nathalie / Gay Fabien / Gayet Julie /

Des personnalités allant de Fabien Roussel à Jacques Toubon en passant par Sophie Binet, Josiane Balasko, Marulise Léon, Marina Foïs ou Dominique Sopo signent une tribune commune. Toutes appellent à manifester pour exiger que la loi ne soit pas promulguée.

2€ - N°4005 - Du 12 au 18 janvier 2024



Gilbert Caroline / Gobbé-Mévellec Éléa / Goldberg Daniel / Grard Emmanuelle / Grard Marie-Aleth / Grimaldi Anouk / Grinberg Anouk / Grudzinska Joanna / Guilbert Marie / Guiraudie Alain / Hamidi Hania / Hamon Bertrand / Hardouin Philippe / Herrou Cédric / Herszkowicz Alice / Hesme Clotilde / Horvilleur Delphine / Huston Nathan / Israel Jonathan / Ito Kaori / Jacquemart Eddie / JokAir / Joliot Pierre / Jonniaux Elisabeth / Jouzel Jean / Kacel Karim / Karmann Sam / Krimilssam / Krivine Judith / Lacoste Thomas / Lacroix Guillaume / Lagier Leslie / Langevin-Joliot Hélène / Laudenbach Sébastien / Lecerf Lionel / Lee Fou Messica / Legrix Cyrille / Léon Marylise / Lessana Arrigo / Linhart Danièle / Loizeau Emilie / Malard Christine / Marmiesse Anne / Masiero Corinne / Masson Henry / Masson-Delmotte Valérie / Mathieu Joris / Mathieu Nicolas / Mayette-Holtz Muriel / Méda Dominique / Meurice Guillaume / Michel Pierre / Mignard Jean-Pierre / Mini Maria-Carmela / Mini Sandrine / Moll Dominik / Mordillat Gérard / Morel François / Nauzyciel Arthur / Nizan Maëlle / Noiriell Gérard / O'Driscoll Brian / Osenna Erik / Pauthe Céline / Pelissolo Antoine / Pelletier Willy / Pelloux Patrick / Pépin Aude / Perret Gilles / Perrier Ella / Perrot Michelle / Pignon-Ernest Ernest / Pignatelli / Poésy Maëlle / Poloniato Francesca / Ponti Claude / Portal Alexia / Prochiantz Alain / Rabourdin Olivier / Renucci Robin / Reufflet Kim / Ribes Jean-Michel / Rinaldi / Rilhac Cécile / Robert Christophe / Roché Sébastien / Rosanvallon Pierre / Roudinesco Élisabeth / Rousseau Michel / Roussel Fabien / Saccomano Olivier / Sagnier Ludivine / Saïd Latifa / Saïd Marcela / Saint-Huile Benjamin / Salvador Thomas / Salvayre Lydie / Sauterey François / Séma-Glissant Sylvie / Serna Pierre / Sgambato / Simpson Smith Caroline / Solo Bruno / Sopo Dominique / Stora Benjamin / Sœur Antoine / Teste Benoît / Thibaut Carole / Thomas Samuel / Thoury Clément / Thoury Marine / Toubon Jacques / Tournier Chloé / Trouvé Camille / Truchaud Marion / Vallaud-Belkacem Najat / Vaude Alice / Vieu Marie-Pierre / Vigneux Jean / Villani Cédric / Viterbo Claude / Vitran François / Vulliez Raphaël / Wittmann Uli / Wolikow Serge / Yamamoto Youlie / Zeniter Alice / Zlotowski Rebecca / Zylberman Ruth

Sans titre...



Michel Marc

Difficile d'écrire un « édit » aujourd'hui. Médiatiquement, des informations écrasent tout, nous submergent, occupent l'espace. Comme le disait Coluche, avec subtilité : « *On s'autorise à penser dans les milieux autorisés...* » en utilisant habilement, dès les phrases suivantes, un conditionnel prudent. Et « *les milieux autorisés* » sont nombreux aujourd'hui, qui s'épanchent et s'épanchent. Depuis plusieurs jours donc, des centaines d'heures de

commentaires et des milliers de lignes ont été dits ou écrites, spéculant sur le futur certain ou incertain d'Elisabeth Borne, notre première ministre, et pariant sur la suite. Qui pour reprendre le flambeau ? Une telle ou untel ? Un véritable jeu de société, de devinette.

Et rien sur le fond. Rien sur une possible nouvelle orientation ou inclinaison politique. À vrai dire, un niveau rarement atteint dans le détournement pernicieux des sujets qui comptent vraiment et qui pourraient, sait-on jamais, intéresser une partie des français. Affligeant. Allez, disons-le. Attal ou Borne, c'est pareil ! Et les 100 milliards de bénéfices réalisés par les actionnaires du CAC 40 en 2023 ne seront pas menacés en 2024.

Revenons au réel. Ce sont toujours et encore les bas salaires et une proportion toujours plus importante de travailleurs payés au SMIC. Ce sont toujours et encore les difficultés pour les bas revenus de trouver un logement. Ce sont toujours les étudiants qui, pour une partie d'entre eux, ne se nourrissent pas comme il conviendrait. C'est aussi la disparition, par forfait, d'une association « *le fil à métisser* » qui, depuis 2012, assurait avec pertinence et professionnalisme (200 professionnels associés et plus de 1000 personnes suivies et accompagnées par an) un service public de proximité nécessaire. Elle était un équilibre précaire dans le domaine de la santé, des relations avec les institutions publiques, dont l'école d'une population pauvre et démunie du centre ville de Perpignan. Un savoir faire, des habitudes et une organisation qu'il sera difficile de remettre en route. Enfin, tout ce qui fait la vie, la vraie, et qui interroge la société.

Soutien à Pierre Serra, élu communiste à la mairie de Vernet-les-Bains

Mardi 16, 8h30, au tribunal correctionnel

Respectivement au nom de la coopérative des élus communistes et républicains et au nom du PCF66, Jean André Magdalou, maire d'Alénya, et Michel Coronas, co-secrétaire du PCF apportent, dans un communiqué, leur soutien plein et entier à Pierre Serra, convoqué, avec d'autres militants écologistes, au tribunal correctionnel de Perpignan, mardi 16 janvier, à 8h30. Il est accusé d'entrave à la circulation et est sommé par les autorités judiciaires de se soumettre à un prélèvement d'ADN. L'action se déroulait au mois de juillet, à l'entrée du Festival Pau Casals, du côté de Saint-Michel-de-Cuixa, à l'initiative d'un collectif Brulls pour alerter sur les dangers de l'artificialisation des sols et contester un certain nombre de projets de nouveaux lotissements sur des terres arables en Conflent. L'élu communiste est venu à leur rencontre. « *Nous invitons toutes celles et ceux qui peuvent se libérer à venir devant le palais de justice pour accompagner Pierre Serra et exiger le respect d'exercice du mandat d'élu au service des populations* ».

Annonces

- **L'association Cuba coopération 66 accueille le Consulat de Cuba**
Samedi 13 janvier de 9h30 à 17h – Maison des communistes, 44 avenue de Prades à Perpignan.
- **Rifle du PCF**
Dimanche 14 janvier à 15h – Caves Ecoiffier (salle Thérèse Rebull) à Alénya.
- **Les Rendez-Vous de Saint-Estève. La civilisation tibétaine par Jean Pierre Dessens**
Lundi 15 janvier à 18h30 – Théâtre de l'Étang à Saint-Estève.
- **Vœux des communistes de la section Albères-Méditerranée-Illibéris**
Vendredi 19 janvier à 18h30 – Salle Gavroche à Elne.
- **Rencontre avec Train-en-Têt**
Samedi 20 janvier à 10h – Salle Gelcen à Prades.
- **Rifle des communistes illibériens**
Dimanche 21 janvier à 15h – Salle municipale à Elne.
- **Assemblée Générale de l'Université Populaire du Travailleur Catalan**
Mardi 23 janvier à 17h – 44, avenue de Prades à Perpignan.
- **Les communistes du PCF 66 présentent leurs vœux**
Jeudi 25 janvier à 18h – Maison des communistes 44, avenue de Prades à Perpignan.
- **UPTC. Conférence : La dette publique malédiction ou enjeu politique ? Conférence de Denis Durand**
Vendredi 26 janvier à 18h30 - 44, avenue de Prades à Perpignan.



Le Travailleur Catalan



44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbaut
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos **annonces**
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Les partis de gauche

Une année se termine. Une autre commence. Les partis de gauche locaux, dans une courte intervention pour notre journal, s'adressent aux lecteurs et disent leurs projets pour les mois à venir. Ils prononcent aussi leurs souhaits.

EELV



C'est une rentrée un peu triste. Ce qui se passe en Palestine, en Ukraine, est affreux. La loi du Talion règne sur le monde. Le climat de la politique nationale se droitise sans cesse. En Pays Catalan le manque d'idées est affligeant. Mais c'est une rentrée quand même. Nous attendons le coup d'envoi.

Qu'attendez-vous de l'année 2024

De ne pas perdre la volonté de nous battre. Et quelques bonnes nouvelles pour y puiser de l'énergie (renouvelable)

Continuer notre travail de construction collective. Continuer notre travail de conviction auprès de nos concitoyens. Avoir confiance dans ce que nous faisons. Cela passera particulièrement, cette année, par la préparation des échéances nationales et locales à venir.

PS PS



"En cette rentrée, on a forcément un œil sur 2023. Une année de surchauffe climatique, de conflits armés, de luttes sociales avec la réforme des retraites, de difficultés avec l'inflation, d'inquiétude avec la montée des extrêmes et de honte face à la loi immigration. Ces constats ne doivent pas nous décourager, plus que jamais nous devons continuer à lutter contre l'antisémitisme et le racisme, à nous mobiliser pour défendre notre modèle social et à nous battre pour une société plus juste.

Pour redonner l'espoir d'un monde meilleur à nos enfants, 2024 doit être l'année où nous allons reconstruire ensemble cette Gauche, humaniste et progressiste qui aura comme fil rouge d'apporter des solutions concrètes aux problèmes de nos concitoyens, c'est dans cet objectif que le PS 66 poursuivra son travail avec l'ensemble des forces de Gauche.

Enfin 2024 sera l'année des élections Européennes particulièrement importantes dans le contexte que nous traversons, notre priorité sera de mobiliser et faire gagner nos valeurs. "

LFI 66



Vu les événements de 2023, cette rentrée fournit des motifs légitimes de préoccupations. La réforme des retraites illustre la double dérive anti-sociale et antidémocratique de ce gouvernement minoritaire au Parlement et dans la population. La loi Darmanin/Ciotti/Le Pen révèle les rapprochements nauséabonds entre les différentes nuances de droite et d'extrême droite.

Pour 2024, il s'agira de mettre notre énergie militante et nos propositions au service d'un programme de nécessaires ruptures qui caractérisent ceux de La France Insoumise et de la Nupes sur lequel les députés de gauche ont été élus en 2022 dans le sillage de l'excellent score de Jean-Luc Mélenchon. Les Européennes doivent montrer l'urgence de l'union à gauche au service de ces ruptures avec le capitalisme et le productivisme.



**PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**
PYRÉNÉES-ORIENTALES

En 2023 dans le monde entier, les états où dominent les idées nationalistes et racistes ont allumé les feux de la guerre dont les peuples-y compris le nôtre- payent l'addition au prix fort pour le plus grand bonheur des marchands de canon.

2024 est mal engagé car ceux qui détiennent le pouvoir économique, financier et politique ont déjà programmé à coup de 49.3 les nouvelles coupes sombres dans les services publics utiles, le budget de la Sécurité sociale et organisé la flambee des budgets militaires.

Mais nous pouvons aussi faire de 2024 un nouveau départ en s'appuyant sur les mobilisations sociales de l'année écoulée.

En mettant en débat des propositions concrètes qui montrent la possibilité qu'un autre avenir en France et en Europe est possible conciliant sauvegarde de la planète et progrès économique et social.

L'heure n'est pas à mettre de l'huile sur le feu à chaque occasion mais à donner aux colères un débouché positif, à rassembler les salariés et les habitants de notre département dans leur diversité sur des propositions de progrès, de solidarité, de justice économique et sociale, de Paix entre les peuples.

Construisons ensemble les moyens de faire de 2024 une année meilleure pour toutes et tous. C'est le vœux des communistes des Pyrénées-Orientales.



Les syndicats

2024. C'est la rentrée pour tous. Elle est aussi la rentrée sociale et celle des syndicats. La rédaction leur a demandé de décrire leurs priorités, leurs espoirs et de nous préciser leurs prochains rendez-vous. Tous ont reconnu et apprécié l'importance de l'unité syndicale dans les luttes. Réponses.



La CGT66



Quels sont les grands dossiers pour 2024 ?

Très clairement la question de l'augmentation des salaires est LE sujet central pour cette année 2024.

Les prix augmentent constamment et dans le même temps les bénéfices des grandes entreprises ne cessent de battre des records. C'est une profonde injustice que ressentent les travailleurs et les travailleuses du département.

Lors des mobilisations de 2023, au-delà de nos revendications pour la retraite à 60 ans pour toutes et tous, nous n'avons pas cessé de porter la nécessité d'augmenter les salaires, celle du SMIC à 2 000€ brut par mois, de l'égalité salariale entre les femmes et hommes. Ce sont des leviers indispensables pour le financement de notre système de protection sociale et donc de notre système de retraite par répartition.

En termes de perspective à court terme, la date du 8 mars prochain semble tout indiquée pour être la prochaine date de mobilisation inter-syndicale et interprofessionnelle car il n'est plus tolérable qu'en 2024 l'écart de salaire entre les femmes et les hommes soient de 26 %.

Localement, y a-t-il des questions particulières ?

La défense des services publics de proximité et la réponse aux besoins des habitants des P.-O. en lien aussi avec les enjeux climatiques sont une priorité.

Je pense particulièrement aux questions de mobilité, du FRET ferroviaire public mais aussi celles autour de la santé, de l'action sociale. Un processus revendicatif est déjà engagé sur ces sujets.

La question des saisonniers est aussi un vrai sujet départemental : avec

le changement climatique, la saison d'été est de plus en plus longue au contraire de la saison d'hiver dont l'avenir est incertain. Les salaires, les conditions de travail, d'hébergement des travailleurs et travailleuses saisonniers sont de vrais sujets sur lequel nous souhaitons avancer.

Ensuite nous allons être attentifs à tous les mauvais coups portés par le gouvernement et le patronat mais aussi veiller aux cas de répression syndicale qui nous ont profondément marqués en 2023.

Comment va votre syndicat ?

Globalement la CGT66 se porte bien. On aimerait toujours mieux mais on peut être fier du travail réalisé dans nos syndicats. 2023 est une année de luttes et de renforcement d'organisation.

Cela nous permet de nous engager sereinement vers le 69ème congrès de l'UD qui aura lieu les 13, 14 et 15 mars prochain à Cabestany.

Quels sont les prochains rendez-vous ?

Bien évidemment, nous sommes attentifs à la situation à Gaza. La paix et le progrès social sont indissociables, c'est pourquoi nous appelons au rassemblement pour une paix juste et durable entre israéliens et palestiniens ce samedi 13 janvier dans le cadre du collectif départemental.

En parallèle, nous travaillons à construire une mobilisation large et unitaire pour le retrait de la loi immigration « de la honte » pour le 21 janvier.

FSU SNUIPP



Nous serons en grève et dans la rue le 1^{er} février !

C'est en ces termes que la fédération syndicale unitaire (enseignement) a répondu à nos questions.

Nous avons dernièrement alerté le ministère de l'Éducation nationale sur l'accélération de la dégradation des conditions de travail dans les écoles. Nous avons déposé, après avoir constaté l'épuisement des enseignants et des AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap), 102 « alertes sociales » dans tous les départements pour exiger des réponses. Nous n'avons reçu aucune réponse des ministères concernés. L'inclusion est rendue difficile faute de moyens, les effectifs débordent et les remplacements ne sont pas assurés ! (...). Une nouvelle fois, la baisse démographique qui ne représente qu'1,08 % des effectifs globaux demeure un levier pour justifier de nombreuses fermetures de classes dans certains départements.

Des postes et des moyens

Un communiqué unitaire vient d'ailleurs traduire l'état des revendications, rassemblant l'ensemble des exigences pour une école publique de qualité, appelant à la grève du 1^{er} février. Nous y évoquons, avec d'autres forces syndicales (FSU, FNEC FP, FO, CGT et sud éducation) la crise du recrutement, qui dure, en grande partie à cause des salaires bas et de la non revalorisation du point d'indice. Nous y dénonçons aussi le fameux « Pacte », qui associe une certaine « revalorisation » à des heures de travail supplémentaires et qui divise la profession. (...) . Enfin, sur les questions de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les enseignants et les AESH sont à un point de rupture.

Les syndicats

CFDT

 **Cfdt:** S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

En 2024, on réaffirme nos combats ! Après une année éprouvante et injuste avec la réforme des retraites que nous avons combattue ensemble, fermement. Notre mobilisation n'a malheureusement pas empêché ce recul social mais elle a ouvert une nouvelle page de discussions avec les employeurs sur les réalités du travail et de l'emploi des seniors. Vivre dignement de son travail et dans de bonnes conditions, obtenir une meilleure prise en compte de la pénibilité, un vrai accompagnement des reconversions professionnelles et l'amélioration de l'emploi des seniors. En 2024, nous ne devons plus fermer les yeux sur l'avenir de la planète : incendies, inondations, périodes de canicules... Il est urgent d'agir. 2024 devra donc être l'année où l'on agit collectivement pour une transformation écologique juste. En 2024, la CFDT continuera le combat pour l'égalité professionnelle hommes/femmes, la lutte contre les violences sexuelles et

sexistes au travail et en dehors. En 2024, réaffirmons notre responsabilité collective à vaincre toute forme de discrimination.

Au niveau national et européen, 2024 sera aussi déterminante. Nous serons toutes et tous appelés à élire nos nouveaux représentantes et représentants au Parlement Européen. La parole vous sera donnée, alors prenons-là!! Pour une Europe plus sociale, plus équitable, plus solidaire, plus démocratique et plus écologique. Pour une Europe plus forte sur le plan International.

Enfin souhaitons que 2024 soit une année de Paix : fin du conflit en Ukraine, du conflit Israélo-palestinien et la création d'un État Palestinien, fin du conflit au Yémen... 2024 doit être la victoire de la démocratie et des valeurs humanistes sur les mouvements d'extrême droite qui prônent le rejet de l'autre et le repli sur soi.

F.O.



Quels sont les grands dossiers pour 2024 ?

L'axe fort de notre syndicat est de repartir au combat pour le pouvoir d'achat, avec comme pierre angulaire l'augmentation des salaires, pas un tassement vers le bas qui décline et démotive les salariés. Nous n'avons aucune attente politique du nouveau gouvernement et il faut que l'ensemble des organisations syndicales s'accordent sur l'agenda social pour porter d'une seule voix les revendications comme on l'a fait pour les retraites.

Localement, y a-t-il des questions particulières ?

La situation des P.O. est très inquiétante avec un chômage élevé et une pénurie de main d'œuvre. C'est un immense paradoxe et une inadéquation qu'il nous faut combattre, notamment en formant les jeunes et en revalorisant les métiers. D'autre part, nous avons saisi le Préfet sur la question de l'eau pour éviter une guerre de l'eau notamment sur la problématique des emplois touristiques et saisonniers, conformément à la charte signée l'an passé.

Comment va votre syndicat ?

Les élections dans les entreprises revêtent des enjeux forts. F.O souhaite se développer et conserver sa 1^{ère} place dans la fonction publique.

Union syndicale Solidaires



Quels sont les grands dossiers pour 2024 ?

Comme l'intersyndicale l'a fait sur le dossier des retraites en se concentrant sur ce qui la rassemble, l'intersyndicale va travailler à dégager des revendications communes sur chacun des sujets suivants : les salaires et les pensions, les conditions de travail, la santé au travail, la démocratie sociale, l'égalité femmes-hommes, l'environnement et la conditionnalité des aides publiques aux entreprises. Sur ces thèmes, nous voulons obtenir des avancées importantes. Nous condamnons le texte discriminatoire « Loi immigration » qui remet profondément en cause les principes républicains d'égalité et de solidarité. (...). Nous demandons solennellement que ce texte ne soit pas promulgué.

Pour tous les travailleurs, les étudiants et les lycéens que nous représentons, (...), nous adressons un message collectif : nous continuerons à contester la réforme des retraites et à nous battre pour la justice sociale.

L'intersyndicale que nous avons construite dans le département depuis juillet 2022 est une force. Elle a déjà démontré sa capacité à agir ensemble pour ses revendications et par la mobilisation quand cela s'est avéré nécessaire. Cette force saura se mobiliser pour revendiquer le progrès social et pour affronter les politiques de régression sociale au niveau national, y compris dans le cadre d'une manifestation européenne. (...).

(faute d'un interlocuteur en direct, les réponses sont extraites du site Internet)

Découvrez d'autres articles, chaque semaine, sur le site www.letc.fr

L'appel de la forêt. La Massane Une marche !

Joseph Garrigue partira, samedi 13 au matin de la forêt elle-même, en direction de Paris. Il entend, avec d'autres, alerter sur les conséquences du réchauffement climatique et de l'utilisation massive de la chimie en Agriculture. Il a répondu à nos questions.

Qui êtes-vous, monsieur Garrigue?

J'ai eu la chance de travailler comme conservateur de la forêt de la Massane durant plus de 30 ans, principalement sur les questions de biodiversité. Avec mes collègues des Réserves Naturelles Catalanes et bien d'autres naturalistes et scientifiques, nous sommes aux premières loges de l'effondrement de la biodiversité. Je suis surtout un citoyen révolté sur la manière dont on massacre notre terre et ses habitants.

La Massane, qu'a-t-elle de si important ?

La Massane est un véritable symbole à divers titres. Elle a été sacralisée depuis la nuit des temps, du néolithique, en passant par toutes les civilisations, les grecs, les romains, jusqu'à nos jours où elle vient d'être classée au patrimoine mondial en 2021. C'est une forêt ancienne, refuge glaciaire, dont on a préservé le cycle forestier complet en ne coupant pas les arbres. Il y a beaucoup de très vieux arbres à la Massane et beaucoup de bois mort qui sont très importants pour le maintien d'une exceptionnelle diversité. Elle est l'un des espaces naturels les mieux étudiés de la planète, avec plus de 45 000 espèces répertoriées et de nombreux travaux menés sur la génétique, les flux de polluants, l'impact et l'évolution du climat, la télédétection, la chimie des sols, la fonctionnalité des écosystèmes, (...) et des recherches plus fondamentales

comme l'étude des transmissions d'informations génétiques entre différentes espèces. La Massane peut être considérée comme une référence sur la libre évolution des forêts.

Parlez-nous de cette marche sur Paris que vous vous apprêtez à engager

Avec mes collègues, nous ne sommes plus en capacité de protéger cet espace classé. Nous avons donc décidé d'entamer une marche sur Paris au départ de la Massane pour alerter sur le massacre qu'occasionnent les pesticides et autres molécules de traitement de nos animaux domestiques sur l'ensemble des êtres vivants, dont nous les humains. Les conclusions des dernières études, (...), montrent que la plupart des molécules utilisées dans les champs circulent et peuvent s'accumuler dans les milieux naturels plus ou moins rapidement. On observe les mêmes effondrements de quantité d'insectes que partout ailleurs dans nos campagnes.

Des exemples ?

Les dendrotelmes sont des petites cavités dans les arbres qui se remplissent d'eau. C'est là que la plupart des animaux de la forêt viennent boire, mammifères, oiseaux, insectes, batraciens, reptiles, etc. Une première analyse vient de montrer que l'eau de ces cavités est plus polluée par effet d'accumulation que les sols agricoles les plus traités et de qualité



équivalente à ce que l'on trouve dans les vases polluées d'un port industriel comme Marseille. Nous avons un suivi des métaux lourds dans la réserve et les quantités de cuivre correspondent à la saisonnalité des traitements de la vigne. (...). Nous avons aussi dosé les microplastiques dans l'air, à Perpignan et à la Massane (25 kms à vol d'oiseaux) et l'air est aussi pollué à la Massane qu'en ville. (...). L'effondrement de la biodiversité, notamment la quantité d'insectes à la Massane est une réalité et plusieurs espèces autrefois communes se raréfient, certaines n'ont pas été revues depuis des années. (...).

L'organisation de la marche, elle-même, ce n'est pas rien, non ?

L'organisation est des plus simples. Nous partons à pied, symboliquement de la Massane,

à deux personnes. Ceux qui veulent nous accompagner sont les bienvenus. Nous sommes autonomes, mais nous faisons appel à des hébergements pour pouvoir échanger plus longuement tout au long du trajet. L'attente de cette initiative est simple : arrêter d'empoisonner la terre et cela commence par l'arrêt de l'utilisation de pesticides. Chacun est légitime pour agir, à titre de être vivant, il est en droit de demander d'arrêter d'être empoisonné. Prosaïquement, nous pissons tous du désherbant, 90% de la population est contaminé par des pyréthrinoides (insecticides), et la liste est effarante... c'est cela que nous voulons pour nos enfants ? Un monde sans papillons, sans escargots, sans oiseaux, sans vers luisants, sans poissons, sans... sans sens ? (...). Réapproprions-nous le droit de décider sur cette question essentielle d'arrêter d'empoisonner la terre. (...).

Propos recueillis par Michel Marc

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

Remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse
CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Nom, prénom : _____
N° : _____ Rue, bd, av., etc. : _____ Nom de la voie : _____
Code postal ou cedex : _____ Ville : _____ Tél : _____
Mail : _____

Bulletin à renvoyer à : *Travailleur Catalan, 44 Av. de Prades - 66000 Perpignan*. Mail abonnement TC : *abonnements@leetc.fr*
Tél. 04.68.67.00.88

Papier / 6 mois 40€ Papier / 1 an 78€ Numérique - Papier / 1 an 100€ Numérique / 1 an 60€

Je règle : par chèque à l'ordre du "Travailleur Catalan" par prélèvement automatique (joindre un RIB et une autorisation voir au dos)

Date : ____ / ____ / ____

Le Travailleur Catalan ne se fera pas sans vous!

Je fais un don de _____ € au profit exclusif du **TC**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : **" Presse et pluralisme - opération Le Travailleur Catalan "**
à l'adresse : **Le Travailleur Catalan - 44 Av. de Prades - 66000 Perpignan**

Je précise mes coordonnées :
Afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2011, acquitté en 2012

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
Téléphone _____ Mail _____

Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

Lorsque vous faites un don de _____ € de votre impôt seulement

25 €	10,50 €	8,50 €
100 €	66 €	33 €
500 €	330 €	170 €

Les réductions fiscales sont réservées au donateur de votre don. Elles sont engagées dans le respect de la loi du 8 janvier 1983, dite Loi d'orientation d'urgence.
Vous bénéficiez, sur simple justification de votre donateur, d'un droit d'accès, de report et de modification sur votre déduction sans engagement contractuel dans nos Statuts.

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à : **Le Travailleur Catalan - 44 Av. de Prades - 66000 Perpignan**

La pauvreté fait-elle peur ?

Le Secours Populaire d'Elne cambriolé !



Le local du Secours Populaire Français d'Elne a été cambriolé. Pour la présidente, Françoise Stuber, c'est l'incompréhension !

Elle s'interroge sur le dessein des voleurs : « *Tout a été fouillé mais seule la nourriture a été dérobée, et il n'y a pas d'argent dans les locaux. Ils avaient faim ? Si oui, ils peuvent bénéficier de colis !* » Elle déplore : « *Les bénévoles sont déçus, leurs tâches demandent beaucoup d'investissements.* » mais rebondit : « on reste motivé. Les distributions vont se poursuivre à raison de 100 colis tous les 15 jours et 100 repas de cantine/semaine achetés par l'antenne locale au Maillon solidaire* pour les familles qui reçoivent ainsi un repas complet et équilibré contre une participation de solidarité de 1€.»

Le vandalisme dans un espace de solidarité n'est pas un acte isolé : Secours Populaire à Échirrolles (Isère) et Saint-André de la Roche (Alpes-Maritimes), Épicerie solidaire à Valenciennes (Nord), Secours Catholique à Orbec (Calvados), Restos du Cœur à Wattrelos (Nord). Accablée, la population vulnérable augmente (précaires, retraités, réfugiés, petits travailleurs, étudiants, chômeurs,...) et pour les plus chanceux, ce sont des budgets au cordeau, des dépenses sacrifiées et l'angoisse d'un basculement dans la pauvreté qui fait peur et dérange car elle renvoie à leur propre fragilité devant la crise économique. Ce peut-il être les raisons de rejet, de méchanceté ou de vandalisme ?

Pour se remettre de la situation, le Secours Populaire d'Elne lance un appel aux dons alimentaires et financiers (déduction impôts). Contacter le 06 56 71 38 75.

Ray Cathala

*Association qui récupère le surplus alimentaire des cantines et le redistribue aux associations ou partenaires de redistribution.

Environnement

Dix militants du Conflent au tribunal correctionnel

Le mardi 16 janvier 2024 à 8h30 au Tribunal Correctionnel (palais de justice) de Perpignan, les dix inculpés du Conflent, suite à l'action du 29/07/2023 d'alerte sur l'artificialisation et la bétonisation des terres agricoles du côté de Saint-Michel de Cuixa, sont convoqués. Ce jour-là, le 29 juillet, avec banderoles et tracts, ces militants de l'environnement avaient momentanément ralenti la circulation, distribuant les tracts et expliquant leur action. Aucun incident n'était à déplorer. Mais... Convoqués une première fois pour donner leur ADN, ils passent maintenant au tribunal au titre de l'Article L412-1 du code de la route : « *le fait en vue d'entraver ou de gêner la circulation, de placer, sur une voie ouverte à la circulation publique, un objet faisant obstacle au passage des véhicules* ». Ils risquent une peine maximale de deux ans d'emprisonnement et 4 500€ d'amende. L'avocat demandera la relaxe des faits reprochés. L'audience durera jusqu'à 12h/12h30, et « *nous ne savons pas quand nous serons appelés à la barre, dès le début ou à la fin de la matinée* ». Les inculpés souhaitent une présence solidaire nombreuse devant les portes du tribunal et une déclaration sera faite, vers midi, suivie d'une conférence de presse.

M. M.

En Català



A Girona amb bufanda de l'USAP

- Sem en un període eufòric pels èxits dels nostres equips esportius. Aprofitem-ho, mai sabem quan de temps pots durar.

- Si, l'USAP ja ha sortit de la zona vermella de la classificació del top 14. Ja era hora i endavant.

- Ben segur mes el rugbi ja tenim gent que en parla força bé en aquest setmanari i en general als mitjans de comunicació locals. A més de l'USAP jo pensavi en un altre club de proximitat i en una altra pilota, rodona, amb l'equip de futbol de Girona.

- També fan el seu camí i hi ha força seguidors de Catalunya Nord interessats pel futbol que se desplacen cap a Girona a veure partits, fins i tot n'hi ha que hi van amb la bufanda de l'USAP. Ja tenim a Perpinyà una penya d'aficionats al club de Girona. Ara caldrà veure quan de temps durarà. Han aconseguit victòries excepcionals, contra el Barça per exemple, mes a mesura que el campionat vagi avançant les coses se posaran a lloc. Els grans clubs amb els seus pressupostos espantosos, sempre guanyen al final i sobretot en el futbol.

- Lo que passa amb Girona és pas flor d'un dia. Ara mateix el campionat ibèric és a mig recorregut, el Girona és co-líder, empatat amb Madrid i per davant del Barça. Han perdut només un partit de dinou. No només això, Girona té més punts i millors resultats que molts dels líders dels campionats de Gran Bretanya, Itàlia, Alemanya o França...

- Per un club que va arribar a primera divisió en 2022 i que té un pressupost de més de deu vegades inferior al dels grans, és bonic. Quan no són els diners que expliquen els resultats és prou excepcional per subratllar-ho. Creus que a més és bo per la llengua catalana?

- Ben segur. Anar a donar suport al seu equip, que sigui de rugbi o de futbol, i sobretot fer-ho cridant en català és saludable. Les col·laboracions entre els directius dels dos clubs també ho són. Per l'esport i per l'economia dels dos costats.

- Ara que s'ha acabat la temporada dels mercats de Nadal nos cal anar més sovint als estadis.

C&C

Relation internationale

Solidarité et rencontre avec Cuba

À l'initiative de L'Association Cuba Coopération 66 et du PCF66, le Consulat itinérant de Cuba fera une halte dans les Pyrénées-Orientales le samedi 13 janvier 2024 de 9h30 à 17h, à la maison des communistes, 44 avenue de Prades à Perpignan.

Cette rencontre sera utile aux Cubains résidents qui doivent faire ou prolonger leur passeport ou pour toute autre démarche administrative, mais aussi pour les touristes Français qui veulent partir à Cuba prochainement et qui ont besoin de visa ou de carte de tourisme. Des renseignements seront donnés sur place ou ils pourront téléphoner au 06 09 01 70 63 ou auprès du secrétariat du consulat : taquilla5@ambacuba.fr

L'association fera aussi une collecte de médicaments ce jour-là. Un repas cubain avec animation musicale est prévu ce samedi à partir de midi, où il faudra s'inscrire auprès d'Antoine au 06 09 01 70 63 ou sur cubacoop66@orange.fr. Enfin, à partir de 19h, une grande soirée cubaine sera organisée par le PCF66, entrée libre, mojito à 5€, et les bénéfices seront entièrement versés pour la campagne de solidarité avec les amis Cubains du PCF.

Journée CUBAINE

Consulat itinérant de Cuba
Collecte de médicaments
Exposition **La vieille Havane**
par Eusebio Leal




Samedi 13/01/2024

44, Avenue de Prades - Perpignan

à 12h30 - repas cubain
Repas cubain avec animation musicale (DJ Carlos) 15€.
Informations et réservations pour le repas
Antoine au 06 09 01 70 63 ou sur cubacoop66@orange.fr

à 19h - Soirée musicale cubaine
Entrée libre - Mojito - 5€

Intervenants / Co-organisateur : Consulat de Cuba, Cuba Coopération 66, PCF66

Tous les bénéfices seront reversés à la campagne Cuba

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando'Club¹ vous propose

Dimanche 14 janvier 2024 Latour-de-France.



C'est une erreur de transcription scripturale qui est à l'origine du non-sens faisant de La Tour-de-France un administratif Latour-de-France alors que l'on sait que le village tient son nom de sa tour médiévale.

Vers l'an 873, le pays de Fenouillèdes ou « *pagus Fenolientensis* » ne forme qu'une viguerie, séparée du comté de Rasès mais ne constituant qu'un seul domaine avec lui. Ce comté de Rasès était possédé en commun par Wil-

fred le Velu, comte de Barcelone, Miron, comte de Roussillon, son frère, et par les deux frères Oliba I et Acfred I, comtes de Carcassonne. Comme on sait que les comtes de Barcelone et ceux de Carcassonne sont de la même famille, on a pu en déduire que, à la suite d'un partage familial, le territoire fut scindé en deux, créant d'un côté le pays de Rasès et de l'autre le comté de Fenouillèdes.

Vers 930, le comté appartient à Seniofred, comte de Barcelone qui, par testament, le

cède à son frère Oliba-Cabreta, également comte de Cerdagne.

En 990, c'est Bernard Taillefer, comte de Besalu, qui hérite de son père Oliba le comté de Fenouillèdes.

C'est donc vers 900 qu'une modeste bourgade regroupe ses maisons sur un promontoire schisteux dominant le cours de l'Agly. Très vite, de par sa position stratégique, le village est doté d'une puissante tour, la Tour de Triniac, qui donne son nom au village, puis d'un château et de fortifications.²

Des précisions sur la randonnée

Durée : 3h45. **Dénivelé :** 380m. **Difficulté :** facile. **Conditions :** licence annuelle 35€. **Repas grillade :** apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 au parking de la piscine du Moulin-à-Vent à Perpignan.

Pour se renseigner, tél à Jean-François :
04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05

(1) Le Perpignan Omnisports des Travailleurs-es, association affiliée à la F.S.G.T.

(2) La suite sur www.letc.fr rubriques département/sport/culture.

Rifle du TC

Le Travailleur Catalan à l'honneur

Grand succès !

Petit à petit la salle polyvalente du centre culturel de Cabestany s'est remplie : 250 personnes ont répondu à l'invitation lancée par *les Amis du TC* en partenariat avec le journal et les communistes de Cabestany, à la traditionnelle rifle du Travailleur Catalan, dimanche 7 janvier. En ouverture, Michel Coronas, responsable PCF66 a rappelé que le TC, créé il y a 88 ans par le Parti communiste pour « porter les idées de fraternité, d'émancipation et de transformation sociale et d'idéaux de paix » est « une originalité dans le paysage médiatique actuel do-

miné par le monde des affaires ». Poursuivant, il a fait le bilan de la situation de la presse nationale (90% aux mains de quelques milliardaires : Arnault, Niel, Saadé, Bolloré et autres) qui « ouvre grandes les portes des médias à la fachosphère » et qui tourne le dos à « l'une des grandes conquêtes du programme du CNR qui consistait à soustraire la presse à la domination capitaliste et qui prônait la liberté d'expression ». Cette liberté d'expression dont nous avons bien besoin aujourd'hui. Tout en affirmant que « le TC et son équipe rédactionnelle ont l'ambition de continuer à porter



cet espoir et de mettre en débat de nombreux sujets » (inflation, environnement, climat, paix), il a

conclu par ces mots

« **Abonnez-vous au TC !** ».

Michèle Devaux

Sciences

Une Légion d'honneur en Pays catalan !

Michel Delseny, biologiste, généticien et chercheur rattaché à l'université de Perpignan vient d'être décoré de la Légion d'honneur.



Parue au Journal officiel 1^{er} janvier 2024, la nouvelle promotion civile de la Légion d'honneur récompense trois cent quarante personnes dont Michel Delseny, directeur de recherche émérite au CNRS et membre de l'Académie des sciences.

Michel Delseny a été l'un des tout premiers végétalistes à caractériser les ARN messagers des plantes, en 1974. Il se dit très fier de cette découverte, comme de sa participation au programme du premier séquençage complet d'une plante, une avancée considérable pour la compréhension et la manipulation génétique des organismes vivants. Michel Delseny a participé à des activités d'enseignement, le plus souvent à titre bénévole à l'université de Perpignan. Il a contribué à la mise en place d'un module de microbiologie en deuxième année de premier

cycle entre 1975 et 1979 et à quelques heures de cours en licence et maîtrise sur la génomique.

Recherche et pédagogie

Depuis 2014, il est référent du centre pilote de *La Main à la pâte* de Perpignan, laboratoire d'idées et de pratiques innovantes auprès des enseignants pour améliorer la qualité de l'enseignement des sciences et de la technologie à l'école et au collège. Le centre pilote met en œuvre et accompagne des projets scientifiques avec les classes. Par de multiples conférences données dans notre département, Michel Delseny contribue à rendre accessible la recherche scientifique.

« Un digne représentant de la catalogne », tel qu'il se définit. En collaboration avec l'université de Barcelone, il a contribué à l'essor de l'université de Perpignan en particulier par la création du laboratoire Génome et Développement des Plantes (LGDP) qui étudie la dynamique du génome des plantes et la régulation de l'expression des gènes, plus particulièrement au cours du développement, de l'acclimatation et de l'adaptation des plantes aux stress. Cette recherche présente un intérêt particulier en raison du changement climatique, notamment dans notre département en manque d'eau chronique.

Cinquante ans de recherche en biologie végétale ont ainsi été primés, même si les honneurs et les médailles ne sont pas l'essentiel pour cet homme modeste et discret.

Evelyne Bordet

Top 14

Et une et deux et trois

L'USAP enchaîne une troisième victoire consécutive en se défaisant d'Oyonnax (27-12).

Qui aurait osé parier sur trois victoires en trois rencontres autour des fêtes du Nouvel An ? Treize points sur les quinze possibles. Inespéré ! Pourtant l'USAP l'a réussi, faisant taire bon nombre de détracteurs qui pensaient la saison déjà perdue et l'USAP en Pro D2.

Exit la zone rouge

Avant d'affronter les joueurs du Haut-Bugey, les Catalans pointaient à la treizième place, position peu enviable. Derrière eux, les Montpelliérains fermaient la marche. Mais peut-on envisager que cette équipe des Cistes puisse se traîner encore longtemps dans les bas-fonds du classement avec son effectif pléthorique mais surtout avec les maigrioles financières du duo Altrad-Laporte ? Mieux valait donc pour les « petits » Catalans essayer de se sortir par leurs propres moyens de cette zone rouge. Deux équipes en point de mire Oyonnax et Lyon. Lyon se déplaçait à Toulouse qui retrouvait tous ses cadres. Une défaite des Gones (même si très peu de joueurs du LOU ont grandi au pied de Fourvière) était plus qu'envisageable. L'USAP se devait de faire le job en écartant, momentanément du moins, Oyonnax, son adversaire désigné pour l'éventuelle descente en Pro D2.

Mission accomplie même sans la manière

Un vent glacial, pas loin de cinq ou six berries (nouvelle unité de froid?). Et pourtant la cathédrale accueillait un maximum de fidèles, frigorifiés, rincés même par une fine pluie, oui, oui, avant la rencontre. De quoi se poser des questions sur la qualité du match à venir. Ces quatorze mille et quelques supporters furent vite renseignés au coup d'envoi. Les sang et or étaient là pour gagner le match et pas pour faire le spectacle. Tant mieux ! Oyonnax est une équipe qui propose beaucoup de combat, pas toujours dans les règles de l'art. L'arbitre de la rencontre ne se fit d'ailleurs pas piéger, leur distribuant trois cartons jaunes en l'espace de trente minutes, biscottes qui viennent compléter leur magnifique collection amassée depuis le début du championnat. Il ne fallait pas disjoncter. Ni les Catalans, ni l'arbitre n'ont été dupes. Seul leur manager a l'indécence de crier au scandale !

Quatorze à zéro après dix-neuf minutes ! D'aucuns voyaient un cavalier seul catalan quand d'autres se remémoraient... le match face à Pau. Ni l'un ni l'autre et les sang et or forgèrent leur victoire sur une grande capacité à défendre, en particulier à deux reprises tout près de leur en-but. Oyonnax a proposé un combat dur et compliqué auquel l'USAP a su répondre. Que serait-il advenu voici quelques mois ? Une défaite



Jacobus Van Tonder fer de lance de l'USAP.

supplémentaire. Or les joueurs catalans commencent à atteindre un niveau parfois inattendu. En témoigne le pilier Pietro Ceccarelli : « Ça me surprend de plus en plus lorsque je vois ce que nous faisons sur le terrain ». Bon nombre de supporters sont aussi très surpris lorsqu'ils font défiler les images du début de saison. Tout est loin d'être encore maîtrisé ! Mais les joueurs commencent à récolter le fruit de leur travail. D'autres éclatent au grand jour à l'image de Jaco Van Tonder, véritable fer de lance du pack, heureux de défendre les couleurs catalanes. Ou encore Tavite Veredamu, de plus en plus à l'aise sur son aile. Encore des zones d'ombre avec la touche et les trois-quarts qui manquent d'un dynamiteur en attaque.

Place à la Challenge Cup

Le prochain match de Top 14 va envoyer l'USAP se mesurer à Lyon après deux semaines de Challenge Cup. Le LOU qui actuellement ne fait peur à personne. Cette coupure ne va-t-elle pas interrompre cette belle série ? Possible même si les organismes ont besoin de se régénérer après ce marathon du Boxing Day. Le manager Franck Azéma devrait profiter de ces matchs (déplacement à Glasgow puis réception de Newcastle) pour intégrer quelques joueurs susceptibles de venir renforcer les rangs des titulaires en vue des prochaines joutes de Top 14 qui vont s'avérer décisives pour pérenniser cette position moins stressante au classement.

Après les matchs de Challenge, l'USAP, qui avance toujours masquée, saura-t-elle dompter un Lyon pour l'instant bien édenté ?

Fins aviat

Jo Solatges

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 18/12/2023, il a été constitué une société :
Forme : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : LE PETIT PANIER 66
Siège social : 2 bis rue de la Cité, 66510 ST HIPPOLYTE
Capital : 1 000€
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Perpignan

- L'objet de la société consiste en l'activité de Commerce de détail d'alimentation générale et produits non alimentaires, épicerie, ainsi que l'exploitation de tous fonds de commerce de restauration rapide, vente d'aliments et de boissons non alcoolisées à

emporter ou à consommer sur place, préparations et livraisons de sandwichs froids et chauds, sans que cette liste soit limitative. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité.

Gérants : M. BELHADJ Youssef

Né le 12/03/1992 à PERPIGNAN (66)

Demeurant : 5 rue des Grenadiers, Résidence les Amandiers, Appartement 13, 66430 BOMPAS

Et Mme RABIA Coralie

Née le 24/09/1992 à PERPIGNAN (66)

Demeurant : 5 rue des Grenadiers, Résidence les Amandiers, Appartement 13, 66430 BOMPAS

Pour avis et mention,

SARL LE SOULA
SARL au capital de 208 431 €
Siège social : Avenue Fenouillèdes - 66220 PRUGNANES
438 742 710 RCS PERPIGNAN
AUGMENTATION/REDUCTION DU CAPITAL

Suivant décision du 21 novembre 2023, l'associée unique a décidé :

- d'augmenter le capital de 253233 euros pour le porter de 208431 euros à 461664 euros par voie d'augmentation de la valeur nominale des parts sociales à libérer par compensation avec des créances liquides et exigibles,

- et de réduire le capital social de 253233 euros pour le ramener au montant initial soit 208431 euros, à la suite de pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des parts. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Livres

Réflexions sur l'état du monde

Enfant de l'exil, Jordi Gonzalbo a toujours écrit sur son vécu, sur les gens, sur les choses dont ces billets d'humeur envoyés à L'Indépendant.

Le titre en forme d'oxymore, *Une joyeuse mélancolie*, est celui d'un ouvrage qui rassemble des billets d'humeur que José

Gonzalbo a, au fil du temps, adressés au journal *L'Indépendant*, ainsi que d'autres de ses textes. José Gonzalbo est né en 1930 à Barcelone de parents ouvriers militants à la CNT qui ont connu les geôles franquistes. Son père a été fusillé, José avec sa mère et sa sœur se sont réfugiés à Perpignan où il est resté, toujours fidèle à ses convictions antifascistes. Aussi s'est-il attaché à coucher sur le papier ses réflexions, ses indignations, ses humeurs, ses coups de gueule. Le premier adressé à L'Indépendant concernait la fin de vie, il a eu la surprise de le voir publié, et, suite à cette publication, de recevoir nombre de réactions. Il a alors continué au rythme d'un texte par mois durant une décennie. Ces textes et plusieurs autres constituent la matière du livre que les éditions Balzac viennent de publier. Le livre est accompagné d'un DVD *Il faut nous regarder*

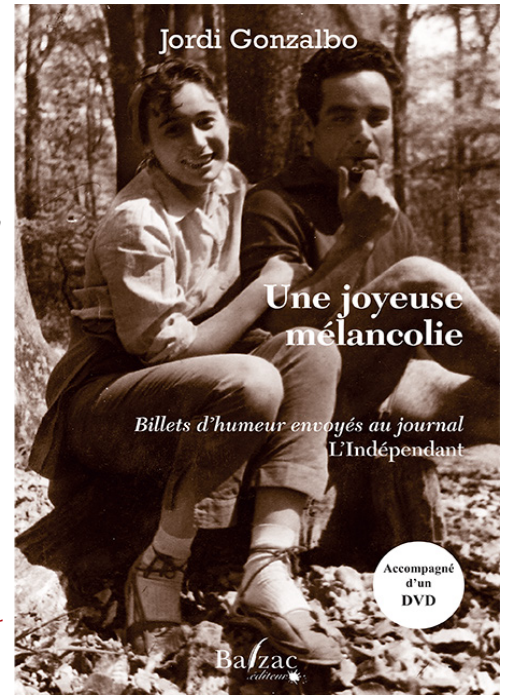
réalisé par François Boutonnet sur l'itinéraire d'exil de Jordi Gonzalbo et de son ami José Pobra.

Qu'on le prenne à n'importe quelle page, le livre trace le portrait d'un homme engagé plein d'humour et d'humanité, à la plume aisée, qui aime bien jouer avec les mots. Pour lui, se raconter « est un besoin autant qu'un plaisir », pour cela il lui faut faire le tri dans les souvenirs qui se bousculent. La centaine de pages n'en présentent pas moins une grande variété de sujets, une constante cependant, l'antiracisme, les méfaits du franquisme. Puis, mêle la vieillesse, les ravages du libéralisme, la Palestine, la religion, la drogue, la corrida, Brassens...

On découvrira avec plaisir une personnalité attachante et on partagera beaucoup de ses indignations.

Nicole Gaspon

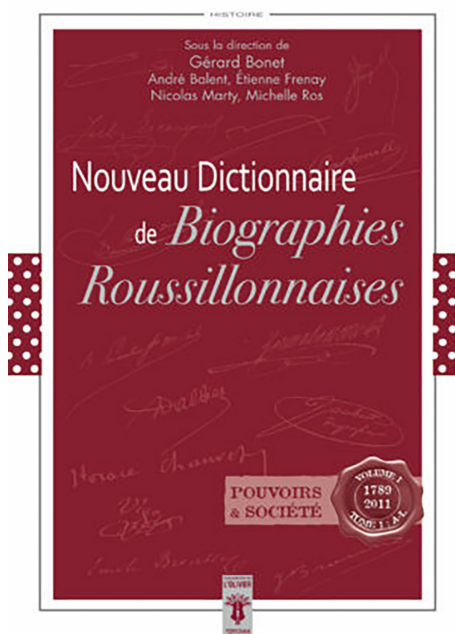
Une joyeuse mélancolie, billets d'humeur envoyés au journal L'Indépendant de José Gonzalbo Balzac éditeur 15€.



Éditions

Les P.-O., toutes les P.-O., rien que les P.-O.

Les Publications de l'Olivier dévoilent les nombreuses possibilités de leur site pour tout savoir sur le département, son histoire, celles et ceux qui y contribuent.



À l'origine, une bande d'amis amoureux des livres, de la littérature et de notre département. C'est ainsi qu'en 1989 Gérard Bonet, crée *Les Publications de l'Olivier*, « un éditeur associatif et patrimonial en Roussillon. » sous la forme d'une association loi 1901. Une équipe de bénévoles qui, depuis effectue un travail phénoménal au service d'une connaissance approfondie des Pyrénées-Orientales. Aujourd'hui, la création du site de ces Publications représente une nouvelle étape pour l'équipe qui était fière de le présenter à la presse samedi dernier dans le hall du Clap Ciné de Canet-en-Roussillon. À leur actif, pas moins de cinquante-deux livres édités, romans, biographies, histoire...et, une réalisation remarquable, dont le site permet un fort développement, le *Nouveau dictionnaire des biographies roussillonnaises*.

Nouveau parce que continuateur et complément du dictionnaire de l'abbé Capeille sorti en 1914 qui remontait au plus ancien Moyen-Âge. Ce nouveau dictionnaire est paru dans sa version papier en 2011. Il y en a désormais

cinq tomes : *Pouvoir et société*, *Culture et société*, *Sciences de la vie et de la terre et Sports et société*. Certains en version papier d'autres en version numériques, certains sous les deux formes. Pas moins de 460 biographies dans le tome I papier, au gré des autres ce sont plus de 1 000 biographies. L'intérêt du site est de rendre le sujet inépuisable car en permanence complété. Il est possible de se procurer sur le site les notices biographiques souhaitées, ainsi l'une pour la modique somme de 2€, on trouvera sur le site toutes les possibilités d'achat. Autour d'un comité de rédaction, ce sont quatre-vingt contributeurs qui participent à ce travail qui représente une mine de connaissances sur les innombrables hommes et femmes qui ont vécu, travaillé, créé, agi, décidé...dans les Pyrénées-Orientales depuis 1789. Un outil incomparable de connaissance de l'histoire du Roussillon.

Le site est d'accès et d'utilisation très aisé, la visite s'impose.

Nicole Gaspon

Découvrez d'autres articles, chaque semaine, sur le site

www.letc.fr

Où sortir ?

Perpignan

Instut Jean Vigo | Jeudi 18 janvier à 19h | Projection - **La femme et le pantin** | 6€/réduit 5€.

Archipel | Dimanche 21 janvier à 18h | Concert - **Orchestre National du Capitole de Toulouse** | De 12€ à 30€. Vendredi 12 janvier à 12h30 | Concert - **Sans Tambour** | De 12 à 30€.

Conservatoire | Mardi 16 janvier à 19h30 | Spectacle - **A micro-sons** | Gratuit. Mercredi 17 janvier à 19h30 | Spectacle - **Dans l'intervalle** | Gratuit. Samedi 20 janvier à 18h | Semaine du Son - **Les sons des images** | Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 21 janvier à 17h | Théâtre - **Les portes** par la Compagnie Turutut, auteur François Noël. | 8€.

Canet-en-Roussillon

Gymnase Eric Tabarly | Dimanche 14 janvier à 17h | Concert du Nouvel An 2024 - Orchestre symphonique de Canet Roussillon Méditerranée - **La musique des Amériques** | 15€ / réduit 12€.

Elne

Salle des fêtes d'Elne | Dimanche 14 janvier de 15h à 19h | **Thé dansant** - Orchestre Bailamor | 12€.

Le Boulou

Complexe des Echards | Samedi 13 janvier à 20h | Repas **Ollada** et animation musicale avec **l'orchestre Eden** | Réservation à l'office de tourisme avant le 10 janvier 2024 20€.

Prades

Halle des sports | Dimanche 14 janvier à 17h | **Concert du Nouvel An** orchestre symphonique Alénia Roussillon sous la direction de Bernard Salles | 12€/réduit 6€. **Théâtre des quatre saisons** | Dimanche 21 janvier à 17h | Théâtre - **Les sœurs viaduant** | Gratuit.

Rivesaltes

Palais des fêtes | Samedi 13 janvier à 21h | Concert - **Lesaccordéswing** | 10€/enfant 5€. Dimanche 21 janvier à 16h | Théâtre - **Les potinages de Rose et Suzette** | 10€/réduit 5€. **Les Dômes** | Dimanche 14 janvier à 15h30 | **Concert du Nouvel An** - Les Musiciens de Rivesaltes sous la direction de Michel Torreilles | Gratuit.

Saint-Estève

Théâtre de l'Étang | Lundi 15 janvier 2024 à 18h30 | Conférence - **La civilisation tibétaine** par Jean-Pierre Dessens | Gratuit.

Suivez-nous



C'est cadeau

Ode est artiste, actrice, créatrice, jeune, et maman de très jeunes enfants. Elle a écrit ce texte dans l'élan du début de l'année 2024, comme pou faire le point... et rêver.

« 2024! Incroyable... Je me sens vieille et jeune à la fois.

Quand je ferme les yeux, je me vois enfant... Guillerette et fluette c'était chouette mon enfance...

Je ferme à nouveau les yeux, je replonge dans mes années ados, pleines de piercings sur le visage, peur de rien, le goût de l'aventure, la soif d'indépendance, de découverte en tout genre.

Et ce soir juste avant de fermer les yeux, je pousse les portes de la chambre de mes deux petits garçons qui eux ont les yeux bien fermés, plongés dans leur rêve d'enfant...

Je me sens en pleine forme et en même temps j'ai déjà plein de cheveux gris qui se sont installés.

Je les vois aussi sur les gens que j'aime, les amis, les proches. Ces marques de la vie...

Souvent je me dis que nous n'avons pas assez de crédit, qu'il faudrait être en pleine forme au moins jusqu'à 120 ans et ensuite on pourrait commencer à être vieux.

Mais comme c'est pas le cas, je me dis aussi que j'ai le droit de continuer à cultiver le bonheur juste là, au moment présent et c'est bien le plus important.

Aussi pour me protéger, moi je ferme les yeux sur ce qui fait mal à l'âme. La vibration du monde qui gronde, je peux pas la porter, pour le moment je porte mes enfants... C'est ce que je peux faire ici et

maintenant pour notre monde justement.

Avant les enfants, j'avais soif de le découvrir ce monde, de partir le plus loin possible, vivre des changements, pour grandir.

Aujourd'hui c'est tout autre, je suis bien là à créer des racines, au calme, aimer rester, arrêter de partir toujours. Respirer l'instant, avec ma famille, mes ami.es...

Demain sera peut être encore différent, mais demain n'existe pas...

Alors 2024, c'est tout une année, c'est beaucoup, c'est immense, c'est plein de petits riens et de petits moments, pleins de matins qui annoncent le début d'une journée et pleins de soirs pour accueillir les plus belles nuits...

Chère année 2024, je t'envoie de la douceur et de l'amour afin que tu puisses le faire rayonner tout autour de nous, tout autour de vous et même au delà, de l'amour à envoyer à ceux qu'on aime et qui ne sont plus là.

Moi, je suis juste en gratitude pour ce que tu me permets de faire, chère vie.

Aujourd'hui des spectacles, de la musique, des chansons et des concerts.

Demain on verra bien on s'en fiche. Demain tu n'existes pas encore ...»

Ode Alavie

Cinéma

Une affaire d'honneur

Une prouesse cinématographique signée Vincent Perez : Réaliser un film historique avec de l'escrime qui ne plonge pas dans le cliché « Cape et d'épée ».

C'est à travers des affaires d'honneurs réglées par les duels, dans un Paris du XIX^e siècle qui panse encore ses plaies de la défaite de 1870, qu'on découvre, avec plaisir, Marie-Rose Astier de Valsayre. Féministe, elle se bat pour les droits des femmes et leur émancipation. Cultivée, pertinente et impertinente, elle manie aussi bien la plume que l'épée. Personnage français haut en couleur, socialiste révolutionnaire, cette journaliste, compositrice apparaît comme un modèle à découvrir, ce film y participe grandement.

Une réalisation risquée

Disons-le franchement, même s'il vole un peu la vedette de l'actrice à la fin du film, pour se mettre en scène lors du duel final, Vincent Perez nous sert un long-métrage français historique, aux décors précis, qui donne une saveur toute particulière à cette fin de XIX^e siècle. Les costumes détaillent cette précision, d'autant qu'ils demeurent « la clé de voûte » de la bataille de la protagoniste principale ! La

musique discrète, quant à elle, sert son thème principal de façon poignante et permet à la bande son historique de charger d'avantage l'ambiance sale et tortueuse de notre capitale.

Et puis, il y a l'escrime...

Même si on assiste à un duel aux pistolets, « une affaire d'honneur » reste un film basé sur l'escrime. Les néophytes ne décèleront pas les failles techniques de certains duels, car dans la globalité, encore une fois, Vincent Perez appuyé par une équipe compétente, a su mêler les artifices des réglages cascades et la réalité du combat ! Froide réalité mise en scène qui nous oblige à détourner le regard lors un coup d'épée mortel.

Difficile, quand même, de s'escrimer entre réalité et fiction quand on construit un film historique. Saluons en trois temps la prouesse. Finalement, la réalisation mise d'avantage sur des « gueules » et des jeux d'acteurs plutôt que des têtes d'affiches, et c'est aussi ce que l'on aime dans



le cinéma français. Le maître d'armes, Clément Lacaze, personnage marqué et taciturne, joué par Roschdy Zem, emballe l'ensemble du film par sa froideur d'une guerre qui l'a profondément marqué. Un film à découvrir, et en particulier les combats engagés de Marie-Rose Astier (Doria Tillier), même si le colonel Louis Berchère (Vincent Perez) et le Maître Lacaze lui volent la scène finale du film.

Olivier Patroux Gracia

Fret ferroviaire

Un rapport parlementaire sans ambiguïté



© Jean Pouech

Face au désastre, la commission parlementaire demande un moratoire, formule quelques propositions structurelles et accable les politiques successives de l'État et de la SNCF. Sans concessions.

Suite au « droit de tirage » du groupe communiste à l'Assemblée nationale (GDR), une commission d'enquête a été constituée. Trente députés de toute tendance, un président de commission Renaissance, David Valence, et un rapporteur communiste, Hubert Wulfranc. Pendant trois mois, 105 personnalités ont donc été entendues sous serment, responsables politiques, cadres des transports, responsables d'entreprises fret, gestionnaires d'infrastructure, autorités organisatrices, anciens ministres des transports depuis 1995, présidents SNCF successifs. Le rapport a été adopté grâce aux voix de la gauche et à des abstentions conjointes des groupes Macronistes, LR et RN (20 décembre 2023). Et le constat est terrible. Des fermetures d'infrastructures, des abandons inavouables, des emplois de cheminots supprimés par centaines et, ce qui au fond reste le plus important, une perte drastique de la part modale ferroviaire par rapport à la route.

**Seulement 10 %
sur les rails**

Le syndicat CGT, dès sa parution, a réagi immédiatement, approuvant les grandes lignes du rapport: « La commission d'enquête parlementaire mise en place suite à l'annonce gouvernementale de liquider le FRET SNCF vient de rendre son verdict. Elle a voté le rapport « la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir » et officialise donc le naufrage de l'ouverture à la concurrence dans le ferroviaire. La procédure de discontinuité portée par la direction SNCF et le Gouvernement doit donc être stoppée sur le champ ! Le FRET SNCF peut être sauvé ». Le syndicat ajoutait : « La Première ministre et le ministre des Transports sont aujourd'hui désavoués par la commission d'enquête parlementaire

de l'Assemblée nationale sur la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises ». En France, le rail ne transporte plus que 10 % des marchandises. Ce taux est de 17 % dans le reste de l'UE et de 33 % en Suisse. En 2008, plus de 50 milliards de tonnes étaient transportées (74 en 1974!). Aujourd'hui, ce sont seulement 36 milliards de tonnes. La baisse, notée dans le rapport approuvé, est de plus de 28 %.

**Les accusations
sont claires :**

« Le libéralisme a échoué ! ».

Au tournant des années 2000, le transport de marchandises s'est libéralisé. L'ouverture à la concurrence du droit européen s'est traduit par « le démantèlement de l'opérateur historique, la SNCF, séparant ainsi toutes les activités ferroviaires (réseau, voyageurs, marchandises) », par de moindres investissements dans le fret, et par une priorité donnée au trafic voyageur à grande vitesse. Les syndicats, surtout la CGT et avec eux le Parti communiste et une partie de la gauche avaient pourtant averti : « Le privé ne s'intéressera qu'aux activités rentables immédiatement ». C'est ce qui s'est produit, mécaniquement. Après avoir relevé les distorsions économiques, sociales et fiscales qui favorisent le transport routier, la commission, dans son rapport, formule 28 recommandations en vue de rétablir une équité avec le transport routier, d'améliorer le fonctionnement du transport de marchandises au sein du système ferroviaire, de mieux prendre en compte le fret ferroviaire dans les politiques publiques de transport. Autant de points d'appui pour les luttes à venir.

Michel Marc

Assemblée nationale

Députée et mère, oui, mais pas en même temps

Les députées qui sont enceintes et accouchent ne peuvent pas être remplacées et cessent pour un temps d'honorer leur mandat.

Depuis quelques années, plusieurs députées devenues enceintes se sont aperçues qu'elles ne pouvaient pas être remplacées, fût-ce par leur suppléant.e, pendant la période qui correspond pour les salariées au congé de maternité. Et qu'ainsi leur absence privait leur groupe d'une voix parfois fort utile durant les différents scrutins. Ayant découvert cette impasse, Mathilde Iagnet, députée LFI d'Ille-et-Vilaine, avait déposé une proposition de loi pour inscrire le congé maternité comme motif éligible au remplacement. Proposition reprise par Karine Lebon, députée GDR de la Réunion. Mais modifier la situation actuelle n'est pas une mince affaire : pour permettre ce remplacement, il faudrait modifier non seulement le règlement de l'Assemblée nationale, mais aussi la Constitution, et plus précisément son article 25 qui régit les motifs légitimes d'absence des députés.

Si bien que le texte déposé n'a jamais encore été débattu à

Elues enceintes à l'Assemblée Nationale : un problème ?



l'Assemblée. La présidente Yaël Braun-Pivet a ouvert un groupe de travail pour faciliter la délégation de vote qui permettrait à ces députées de donner leur voix sans être présentes, mais cela ne

concernerait que les séances publiques, pas le travail en commission.

La Constitution a été votée en 1958. Il n'y avait alors que 19 femmes députées (dont 15 com-

munistes) et ces messieurs se sont largement taillé la place. Il faudra bien admettre que les temps ont changé et trouver une solution à ce problème. Affaire à suivre.

Y. L.

Appel contre la loi immigration

Marchons pour la liberté, l'égalité, la fraternité

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite « *asile immigration* ». C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République. D'abord, parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni au défi de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de « *préférence nationale* ». Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque aussi au droit du sol

autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... Ce faisant, toutes et tous, français autant qu'étrangers, nous nous trouvons menacés.

Victor Hugo écrivait : « *Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles* ».

Soucieux de rassemblement et de solidarité, plutôt que de division sans fin de notre société, nous demandons au président de la République de ne pas promulguer cette loi.

Le **dimanche 21 janvier**, nous appelons à manifester dans notre diversité notre attachement à la devise de la République : « *Liberté, égalité, fraternité*. »



Rions un peu !



« Les hausses de salaire ont couvert l'inflation ! ».

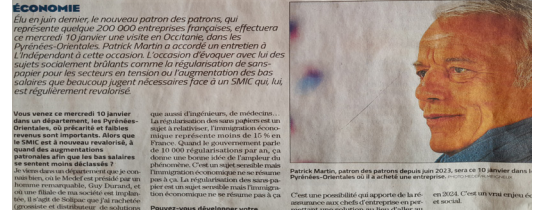
Notre journal quotidien L'Indépendant n'y est pour rien. Cette phrase est celle du patron des patrons. Chacun appréciera.

Les statistiques générales ne sont jamais bonnes conseillères. Le réel, c'est autre chose. Au 1^{er} janvier 2024, le montant du Smic s'élèvera à 1 766,92 € bruts par mois, soit 1 398,69 € nets pour 35 heures hebdomadaires. Il s'agit d'une hausse de 1,13 % (15 euros net/mois), comme le précise le décret paru au Journal officiel le 21 décembre 2023. Le PCF remarque : « Alors qu'en 2021, 12% des travailleurs étaient payés au SMIC, ils sont aujourd'hui 17,3%. La France compte ainsi, en ce début d'année, 3,1 millions de salariés payés au SMIC dont 58% de femmes travaillant dans des secteurs économiques essen-

tiels. Cette France condamnée aux petits salaires, c'est le résultat d'une politique économique scientemnt mise en œuvre par le Gouvernement reposant sur l'exonération de cotisations sociales sur les bas revenus et le refus d'indexer l'ensemble des salaires sur l'inflation ».

La CGT, de son côté écrit : « Nous connaissons en effet un très fort niveau d'inflation : +6 % en 2022, +4% en 2023. Et ces moyennes dissimulent des hausses de prix nettement supérieures : +7,7 % pour les prix de l'alimentation ; +9,9 % pour le prix du tabac ; +5,2 % pour les prix de l'énergie. »

« Les hausses de salaire ont couvert l'inflation »



ECONOMIE
Elu en juin dernier, le nouveau patron des patrons, qui représente quelque 200 000 entreprises françaises, effectuera ce mercredi 10 janvier une visite en Occitanie dans les Pyrénées-Orientales. Patrick Martin a accordé un entretien à L'Indépendant à cette occasion. L'occasion d'évoquer avec lui des sujets socialement brûlants comme la régularisation des sans-papiers pour les secteurs en tension ou l'augmentation des bas salaires que beaucoup jugent nécessaires face à un SMIC qui, lui, est régulièrement revoté.

Vous venez ce mercredi 10 janvier dans un département, les Pyrénées-Orientales, où l'économie et les bas salaires sont importants. Alors que le SMIC est à nouveau révisé, à partir des augmentations prévues des augmentations... de l'année dans un département qui présente de nombreux atouts. C'est un très bon moment pour vous en parler. La régularisation des sans-papiers est un sujet sensible mais l'augmentation des bas salaires est un sujet qui concerne tous les Français. Comment voyez-vous l'avenir de ce département ?

Patrick Martin, patron des patrons depuis juin 2023, sera ce 10 janvier dans les Pyrénées-Orientales où il a accordé une entrevue à L'Indépendant. C'est un très bon moment pour vous en parler. La régularisation des sans-papiers est un sujet sensible mais l'augmentation des bas salaires est un sujet qui concerne tous les Français. Comment voyez-vous l'avenir de ce département ?

Israël dévoile l'esquisse d'un plan « d'après-guerre »

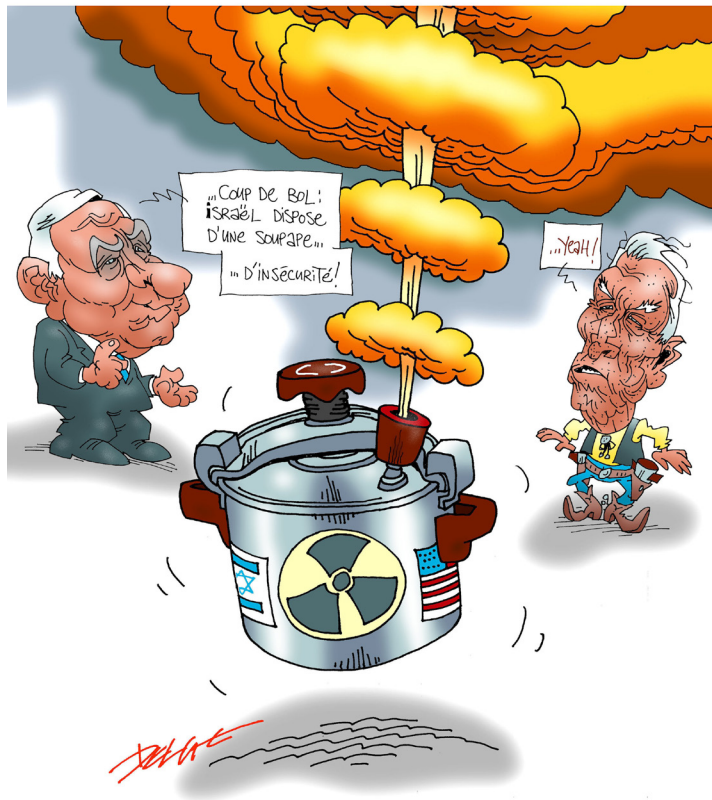
Des ministres israéliens poussent à « l'émigration des habitants » de Gaza vers d'autres pays.

Alors que son armée poursuit son œuvre de destruction massive à Gaza, le ministre israélien de la Défense a levé le voile sur ses projets « pour le jour d'après » la guerre. Ce plan inclut, selon Yoav Gallant, qui s'est exprimé le 4 janvier, la garantie d'« une liberté d'action » pour Israël dans l'enclave palestinienne face à toute « menace » éventuelle, mais ne prévoit pas « de présence civile israélienne dans la bande de Gaza après l'atteinte des objectifs de la guerre ». Des objectifs qu'il a ainsi énumérés : « retour des otages », « démantèlement des capacités militaires et de gouvernance du Hamas » et « élimination des menaces militaires ». Ce plan aux contours très flous, qui ne dit rien des forces palestiniennes à même d'administrer l'enclave, reste toutefois encore soumis à l'accord du gouvernement de Benjamin Netanyahu, dont plusieurs voix dissonantes parmi les membres de l'aile la plus extrémiste se sont d'ores et déjà faites entendre.

« Émigration des Palestiniens » : des ministres qui aspirent à un nettoyage ethnique

Le ministre israélien de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir avait appelé, le 2 janvier, à un retour de colons juifs à Gaza après la guerre,

Entêtement criminel de Netanyahu : la pression monte au Moyen-Orient



et à « encourager » la population palestinienne à « émigrer », alors que 1,9 million de personnes ont été chassées de leur foyer depuis le mois d'octobre. « La promotion d'une solution encourageant l'émigration des habitants de Gaza est nécessaire. C'est une solution correcte, juste, morale, et humaine », a

ainsi déclaré Itamar Ben Gvir, lors d'une réunion de son parti. Des propos qu'il a tenu à rendre publics sur les réseaux sociaux et qui font écho à ceux d'un autre représentant de l'extrême droite au sein du gouvernement de Benjamin Netanyahu, le ministre des Finances et chef du parti d'extrême droite « Sionisme religieux » Bezalel Smotrich. Ce dernier avait préconisé la veille un retour de colons juifs à Gaza et une émigration de sa population palestinienne.

Ces appels qui traduisent clairement la volonté d'opérer un nettoyage ethnique dans la bande de Gaza ont suscité une vague de réactions indignées. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères, qui s'est exprimé le 5 janvier, sur le plateau de France Inter, a ainsi jugé que « les Israéliens raisonnent comme les Américains avec les Indiens : ils veulent les faire partir, réinstaller des colons ». En les massacrant aussi, sans doute, comme l'armée israélienne le fait avec les bombardements aveugles qui frappent les civils. Et d'ajouter : « Ils ont tout fait pour qu'il n'y ait pas d'autorité palestinienne, pour pouvoir dire qu'il n'y a pas d'interlocuteur ». Selon l'ancien ministre, ces propos marquent « le début de la bataille de l'après » par « un gouvernement extrémiste » pour qui il n'y aura « jamais d'État palestinien. »

Roger Rio

Le devenir du syndicalisme

La vie syndicale n'a jamais été un grand fleuve tranquille : rien de plus normal quand il s'agit de contester un pouvoir patronal qui n'a de cesse de ne jamais vouloir répondre favorablement aux questions, aux problèmes de salariés, si ce n'est que contraint et forcé. D'où les tensions, les conflits, les manœuvres... en clair... la lutte des classes dont le(s) syndicat(s) sera(ont) un(des) acteur(s) privilégié(s). Ces turbulences extérieures qui conduisent les organisations syndicales à appeler à faire grève, à manifester, à agir collectivement, souvent de façon unitaire, à tenter de tout faire pour être nombreux pour mieux se faire entendre sont le plus souvent accompagnées de soubresauts internes, de réflexions, de débats sans concession, y compris d'interrogations sur le devenir du syndicalisme que ses adversaires ont la tendance récurrente et obsessionnelle de présenter comme mort, inadapté et au moins inefficace.

Des projets

Il aurait été surprenant que le conflit des retraites, par son ampleur, sa durée, ses pratiques unitaires ne relance pas la réflexion. Des articles de presse font références à des projets en gestation : on parle d'un rapprochement possible entre la CGT et la FSU qui aurait déjà donné lieu à des rencontres. L'histoire n'est pas nouvelle. Ces organisations se retrouvent souvent : elles ont connu l'unité au sortir de la seconde guerre mondiale, où la CGT rassemblait en grande partie le monde du travail. Les personnels de l'enseignement ont refusé en 1947 la scission CGT et FO et l'ont manifesté dans la création d'une organisation autonome la FEN qui se revendiquait de cette unité... jusqu'à son éclatement en 1993 et la création de la FSU avec affiché, le « U » de l'unité.

Des responsabilités accrues

L'unité revient régulièrement dans les débats, mais il semble qu'actuellement de multiples facteurs incitent les différents acteurs de la vie syndicale à passer à une vitesse supérieure. Le contexte politique incite à rechercher la meilleure emprise sur le terrain social. Le refus de la social-démocratie d'entendre les revendications (jusqu'à en rajouter dans la remise en cause des droits, voir la loi El Khomri), l'arrivée de Macron et son ambition de brouiller les pistes pour mieux nous soumettre à la loi du patronat et la menace planante et glaçante de Marine le Pen pour les prochaines présidentielles laissent la porte ouverte à toutes les aventures anti-sociales. D'où des responsabilités accrues.

Le terrain syndical lui-même voit la persistance de clivages entre des formes divergentes de syndicalisme et les pouvoirs patronaux, politiques, les entretiennent, en favorisant systématiquement le moins di-



sant social. Le jeu qui consiste à se servir de ces divisions pour tenter de glaner quelques résultats affaiblit le monde du travail.

Pour mieux vivre du travail

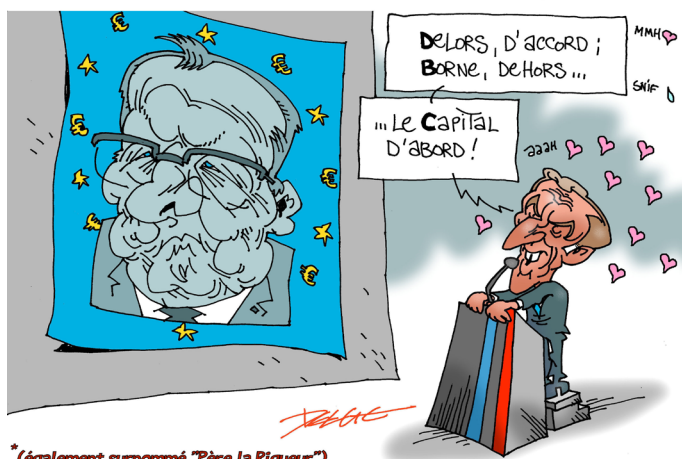
L'individualisme, l'assistanat, la culpabilisation sont des armes que les pouvoirs utilisent sur le terrain économique et social pour détourner de l'action collective tous ceux qui aspirent à vivre et à mieux vivre de leur travail.

Les initiatives de la FSU et de la CGT ont leur importance pour briser un cercle où le syndicalisme pourrait se scléroser. Elles auront aussi leurs contraintes : tout d'abord pour préserver l'apport essentiel du syndicalisme à la démocratie. Il y faudra la réflexion, la discussion, la décision des syndiqués eux-mêmes. La démarche sera collective, indépendante et libre, ou ne sera pas. Elle concerne l'ensemble des travailleurs. La mise en œuvre de cette unité est pratique : l'unité d'action sur le terrain en jette les bases. Pour être crédible et attirante, elle doit viser la mise en œuvre d'un syndicalisme de contestation, mais aussi de propositions qui dessinent les transformations à mettre en œuvre pour améliorer la vie quotidienne et construire un avenir de progrès. Elle n'aboutira que si, comme le disent CGT et FSU, elle devient majoritaire. La tâche est ardue. Elle ne peut être que progressive. Elle se doit de préserver les identités professionnelles dont chaque organisation, chaque syndicat est porteur par son origine, son histoire, ses pratiques. L'unité doit préserver la diversité pour que tous et chacun s'y reconnaissent. Le devenir syndical nous appartient.

Jean-Marie Philibert

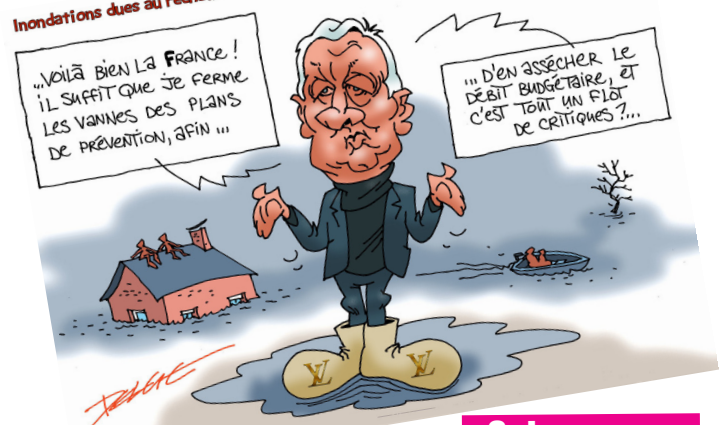
L'actu vue par **DELGE**

Hommage lourdingue au grrrand libéral européen Jacques Delors*



* (également surnommé "Père la Rigueur")

Inondations dues au réchauffement : Le Maire jette un froid en baissant les crédits



Suivez-nous

